

mauvais. C'est presque manquer de sens patriotique que de ne pas être d'accord avec le Parti libéral et avec le gouvernement libéral.

● (2205)

M. Ron Irwin (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Au moment de répondre au député de Surrey-White Rock-Delta-Nord (M. Friesen), monsieur l'Orateur, je crois comprendre qu'il s'en prend surtout aux affiches unilingues, étant donné que la Présidence a déjà tranché les autres aspects qu'il a soulevés. Je n'entends donc pas revenir sur les questions que les députés débattent tous les jours depuis environ une semaine.

C'est du Centre d'information sur l'unité canadienne que relevait l'affichage. La campagne nationale battait son plein. A l'époque, chacun sentait que le Canada tout entier cherchait une façon de rapatrier la constitution. Si les affiches ne mentionnaient pas ce qu'il fallait, ce que voulait le Parti libéral, elles ne mentionnaient pas non plus que le Parti progressiste conservateur et le Parti néo-démocrate étaient contre. Elles véhiculaient un message fort simple. Elles réclamaient le rapatriement de la constitution, avec des formules comme «une constitution», «qu'elle soit nôtre».

Pour ce qui est du bilinguisme, les affiches étaient en anglais et en français.

M. Friesen: Selon les endroits du pays.

M. Irwin: J'y viens. Dans les villes à l'extérieur du Québec où habitent de fortes concentrations de Canadiens-Français, notamment, à Saint-Boniface, à Bathurst, à Campbellton, à Dalhousie, à Moncton, à Sudbury, à Timmins, à Windsor et à Cornwall, se trouvaient deux panneaux-réclame distincts, l'un en français et l'autre en anglais. Dans ma circonscription de Sault-Sainte-Marie, où vivent peut-être 2,000 à 2,500 Canadiens français, ce qui n'est pas une forte proportion, il y avait des panneaux bilingues. Il n'y en avait pas beaucoup, mais il me semble en avoir vu quelques-uns. Sur l'île de Montréal, il y avait des panneaux distincts en français et en anglais.

Le 8 septembre, la publicité a pris fin à la radio et à la télévision. Les panneaux avaient été loués pour deux mois, et le 15 octobre, la plupart avaient été enlevés. S'ils ne l'avaient pas été, c'est que le panneau n'avait pas été loué par la suite; en tout cas, notre responsabilité prenait fin le 15 octobre.

Mon honorable ami sait que le gouvernement n'est pas parfait. Nous avons fait tout ce qu'il était possible de faire pour remédier à la situation quand on a soulevé le problème. Nous n'avons pas l'intention de poursuivre dans cette veine. Il est évident que nous ne pensons pas à l'unisson, même sur une question aussi fondamentale que «il faut ramener la constitution chez nous pour l'avoir bien à nous».

LES FINANCES—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE TAUX D'INTÉRÊT

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur l'Orateur, le 3 juin dernier, j'ai posé au premier ministre (M. Trudeau) la question suivante:

Est-ce la politique actuelle du gouvernement de maintenir les taux d'intérêt à un niveau plus élevé que ne le justifie la situation du marché?

Si l'on se penche sur l'évolution des taux d'intérêt au Canada depuis que le gouvernement actuel a pris le pouvoir, on constate qu'après la flambée des taux qui a suivi immédia-

L'ajournement

ment son accession au pouvoir, tout au long des mois de juin, juillet et jusqu'à aujourd'hui, il semble que le gouvernement ait délibérément maintenu les taux d'intérêt à un niveau plus élevé que la situation du marché ne l'exigerait normalement. C'est à se demander ce qui se passe et pourquoi. Pour rafraîchir les mémoires, la Banque du Canada, prêtant à des banques commerciales, est disposée à prêter à 25 points de plus que le taux moyen des bons du Trésor de 90 jours tel que fixé lors de la vente hebdomadaire. Cette semaine, la Banque du Canada est disposée à prêter à 11.6 p. 100. Le taux différerait légèrement en juin lorsque j'ai posé la question. Toutefois, il est indéniable que le taux exigé par les banques à charte de leurs emprunteurs les plus privilégiés a un certain rapport avec celui de la Banque du Canada.

● (2210)

L'automne dernier, pendant que le gouvernement progressiste conservateur était au pouvoir, l'écart entre le taux de la Banque du Canada et celui des banques à charte était d'un demi pour 100 environ; il fluctuait de 50 à 100 points, mais jamais plus. Depuis le printemps, l'écart a rarement été aussi faible qu'aujourd'hui. Même aujourd'hui il s'établit à 115 points. Lorsque j'ai d'abord soulevé la question, il était de 120.82 points.

On se demande pourquoi cela arrive. Il suffit de regarder une série d'états hebdomadaires de la Banque du Canada pour voir ce qui se passe. Il est évident que, rien que cette semaine, la Banque du Canada s'est débarrassée de bons du Trésor pour 424.5 millions de dollars, pour empêcher les taux de diminuer; par ailleurs, pour empêcher les taux d'intérêt de diminuer et le dollar canadien d'atteindre la valeur qu'il devrait avoir normalement si on laissait libre cours aux forces du marché, elle a acheté des devises étrangères pour 325.9 millions de dollars en une semaine.

Le gouvernement a lancé des bons du trésor sur le marché ouvert pour une valeur de 5.36 milliards de dollars tout en vendant des bons du trésor provenant de ces réserves pour une valeur de 110 millions de dollars. Autrement dit, le gouvernement a influencé le marché monétaire en payant plus qu'il ne faut pour ses bons du trésor ou en relevant le prix des bons du trésor plus qu'il n'est nécessaire, ce qui lui permet de se débarrasser de tous ses bons du trésor en vente libre.

La situation ne serait pas trop grave si je ne soupçonnais pas le gouvernement, et je ne suis pas le seul, de coucher avec les grandes banques à charte. Les banques à charte ont augmenté leurs dépôts de 15.8 milliards de dollars cette année; par contre, elles n'ont pas augmenté considérablement leurs réserves de titres publics. En effet, le gouvernement s'est arrangé pour financer ses activités en absorbant presque tous les fonds privés disponibles sur le marché et il n'a pas compté sur les banques à charte. Étant donné l'expérience qu'il a dans ce domaine-là, le secrétaire parlementaire doit bien savoir que la Banque du Canada a calculé pour son propre compte que les Canadiens ont chaque année environ 12 milliards de dollars d'économies à investir. Le gouvernement agit de façon à absorber tous ces investissements pour financer ses émissions d'obligations et pour maintenir les taux d'intérêt au Canada à un niveau supérieur à la normale.